



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'EVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET
DE L'IMMOBILIER**

**SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES
BUREAU DES MARCHES IMMOBILIERS ET DES MOYENS GENERAUX**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**Relatif au stockage, à la commande, au conditionnement, au routage de
matériels et documents pour le compte du ministère de l'Intérieur et des
directions rattachées.**

La procédure de consultation utilisée est celle prévue aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du code
de la commande publique

Le présent CCAP comporte les trois annexes suivantes :

Annexe I	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe II	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe III	Protection des données à caractère personnel

SOMMAIRE

ARTICLE I. DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE	5
I.1 PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
I.1.1 PROCEDURE.....	5
I.1.2 FORME.....	5
I.1.3 MONTANT.....	5
I.2 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES	5
I.3 CONDITIONS DE DEROGATION AU CCAG-FCS.....	5
I.4 MODALITES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP	6
ARTICLE II. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	7
II.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	7
II.2 PRESTATIONS ATTENDUES	7
II.3 EVOLUTION DE LA GAMME DE SERVICES DU TITULAIRE	7
II.4 BENEFICIAIRES DE L'ACCORD CADRE	8
ARTICLE III. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	9
III.1 DUREE.....	9
III.2 ARRET D'EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE	9
III.3 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	9
III.3.1 CAS DE RESILIATION.....	9
III.3.2 DECOMPTE DE RESILIATION	10
III.3.3 MONTANT PROVISIONNEL	10
III.4 INDEMNISATION.....	10
ARTICLE IV. PRIX	11
IV.1 DEFINITION DES PRIX.....	11
IV.2 FORME ET CONTENU DES PRIX	11
IV.2.1 FORME DES PRIX	11
IV.2.2 CONTENU DES PRIX	11
IV.3 CHARGES FISCALES.....	12
IV.4 REVISION DU PRIX	12
IV.4.1 ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	12
IV.4.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX	12
ARTICLE V. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES.....	14
V.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES PARTIES	14
V.1.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
V.1.1.1 Engagements du titulaire	14
V.1.1.2 Obligations du titulaire	14
V.1.2 ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION.....	15
V.2 ASSURANCE ET RESPONSABILITE	15
V.2.1 ASSURANCE.....	15
V.2.2 RESPONSABILITE CONTRACTUELLE	15
V.2.3 RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATION	15
V.3 FORCE MAJEURE	15
V.4 SANCTION PECUNIAIRE POUR NON RESPECT DE LA POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES	
D'INFORMATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR	16
ARTICLE VI. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	17
VI.1 ENVIRONNEMENT D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
VI.1.1 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	17

VI.1.2	DECOMPTE DES DELAIS.....	17
VI.1.3	SOUS-TRAITANCE	17
VI.1.4	COTRAITANCE	17
VI.2	DELAIS ET SURSIS D'EXECUTION	18
VI.2.1	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
VI.2.2	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
VI.2.3	SURSIS DE LIVRAISON	18
VI.3	CONDUITE DES PRESTATIONS	18
VI.3.1	GENERALITES.....	18
VI.3.2	REPRESENTANTS DES PARTIES.....	18
VI.3.2.1	Représentant de l'administration.....	18
VI.3.2.2	Représentant du titulaire	18
VI.3.3	EQUIPE DE TRAVAIL DU TITULAIRE	19
<u>ARTICLE VII. MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>		<u>20</u>
VII.1	MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	20
VII.2	MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	20
<u>ARTICLE VIII. PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE, CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES.....</u>		<u>21</u>
VIII.1	CLAUSE D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALE	21
VIII.1.1.1	Performance environnementale en matière de transports.....	21
VIII.1.1.2	Une exigence prise en compte en Outre-mer et à l'international:	21
VIII.1.1.3	L'Eco-conduite.....	22
VIII.1.1.4	La gestion des déchets/réemploi.....	22
VIII.1.1.5	La labellisation/certification	22
VIII.1.1.6	Une exigence prise en compte dans le numérique.....	23
<u>ARTICLE IX. VERIFICATIONS – DECISIONS DE L'ADMINISTRATION</u>		<u>24</u>
<u>ARTICLE X. PENALITES.....</u>		<u>25</u>
X.1	GENERALITES.....	25
X.2	MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR RETARD DES PRESTATIONS	26
X.3	PENALITES ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES	27
X.3.1	PENALITES ET RESILIATION.....	27
X.3.2	PENALITES ET TERME DE L'ACCORD-CADRE	27
X.4	PENALITES ET INDEMNITES	27
X.5	MONTANTS DES PENALITES	27
X.5.1	ABSENCE DE MONTANT PLANCHER.....	27
X.5.2	MONTANT PLAFOND	27
<u>ARTICLE XI. MODALITES DE REGLEMENT.....</u>		<u>29</u>
XI.1	AVANCE	29
XI.1.1	VERSEMENT DE L'AVANCE	29
XI.1.2	REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	29
XI.2	ACOMPTE.....	29
XI.3	PAIEMENTS	30
XI.4	FACTURATION	31
XI.4.1	CONTENU DES FACTURES.....	31
XI.4.2	MODALITES D'ENVOI DES FACTURES	31
XI.4.3	COMPTABLE ASSIGNATAIRE	32

XI.4.4	ORDONNATEUR SECONDAIRE	32
XI.5	DELAI DE PAIEMENT	32
XI.5.1	REGLES APPLICABLES.....	32
XI.5.2	INFORMATION - RECLAMATION	33
XI.6	MONNAIE.....	33
ARTICLE XII. DISPOSITIONS DIVERSES.....		34
XII.1	CONTENTIEUX.....	34
XII.2	DIFFERENDS ET LITIGES	34
XII.3	UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	34
XII.4	REVERSIBILITE EN FIN D'ACCORD-CADRE	35
ARTICLE XIII. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....		36

ARTICLE I. DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

I.1 PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

I.1.1 Procédure

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle qu'elle est décrite aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

I.1.2 Forme

Le présent marché public constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

I.1.3 Montant

Le présent accord-cadre est mono-attributaire est conclu sans montant minimum.

A titre estimatif, le montant de l'accord cadre est de 180 000 euros HT. Ce montant ne saurait engager l'administration.

Le montant maximal de l'accord-cadre est fixé à 400 000 € HT.

I.2 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique du titulaire.

I.3 CONDITIONS DE DÉROGATION AU CCAG-FCS

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une

dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

I.4 MODALITÉS DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP

Le pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de l'exécution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur conserve, en outre, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-12 du code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP à la date de notification de l'accord-cadre.

ARTICLE II. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

II.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet le stockage, la commande en ligne, le conditionnement et le routage de matériels et documents de communication du ministère de l'Intérieur et des directions rattachées.

II.2 PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent accord-cadre est agencé comme suit :

Prestation 1	L'enlèvement et l'intégration des stocks des outils de communication
Prestation 2	Le stockage de matériels et documents de communication et d'organisation d'évènements
Prestation 3	Mise à disposition d'un catalogue électronique des outils de communication et d'une plateforme de commande
Prestation 4	Réalisation d'opérations de promotion des outils de communication
Prestation 5	Le traitement, conditionnement, préparation et routage des commandes
Prestation 6	La mise à disposition d'outil de pilotage contribuant à la stratégie d'édition et de diffusion des outils de communication

II.3 EVOLUTION DE LA GAMME DE SERVICES DU TITULAIRE

L'annexe II à l'acte d'engagement dresse la liste et le prix des prestations fournies par le titulaire. Elle constitue le document de référence des prestations au jour de la notification de l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire fait évoluer la gamme de ses services ainsi définis et ce dans la stricte limite des conditions prévues au CCTP de l'accord-cadre, il communique à l'administration les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques.

Sous réserve de leur acceptation par l'administration, ces nouveaux éléments se substituent / s'ajoutent à ceux figurant en annexe II à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé ou d'augmenter le prix des prestations pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l'annexe II à l'acte d'engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple, texte modifié surligné en couleur).

Cette nouvelle version de l'annexe II à l'acte d'engagement ainsi établie est datée, numérotée puis communiquée par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

La dernière version émise se substitue à la précédente.

II.4 BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre se fait au bénéfice de l'ensemble du ministère de l'Intérieur et des directions rattachées.

Chaque direction ou sous-direction rattachée au Ministère de l'Intérieur peut être bénéficiaire.

ARTICLE III. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

III.1 DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période d'un (1) an ferme à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois, pour une période de douze (12) mois, sans que sa durée n'excède quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire trois (3) mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites à l'article XII du présent CCAP.

III.2 ARRÊT D'EXÉCUTION D'UN BON DE COMMANDE

Le pouvoir adjudicateur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande.

Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de deux semaines calendaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités fixées à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

III.3 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

III.3.1 Cas de résiliation

Le présent accord-cadre peut être résilié :

- du fait de la personne publique, en application de l'article 38 du CCAG-FCS, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 40.1 du CCAG-FCS ;

- aux torts du titulaire au titre de l'article 41 du CCAG-FCS et dans les conditions prévues aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG-FCS ; l'administration se réservant le droit de faire exécuter l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le ministère de l'intérieur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45 du CCAG-FCS.

III.3.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40.1 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

III.3.3 Montant provisionnel

Conformément à l'article R. 2191-30 du code de la commande publique, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnel, comme suit :

- si le solde est créditeur au profit du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui verse 80 % de ce montant ;
- si le solde est créditeur au profit de l'acheteur, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R. 2191-44 du code de la commande publique, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

III.4 INDEMNISATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, conclu sans montant minimum, ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre fondée sur un motif d'intérêt général.

ARTICLE IV. PRIX

IV.1 DEFINITION DES PRIX

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont définitifs et sont ceux qui figurent à l'annexe II à l'acte d'engagement au mois de sa signature par le titulaire.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxe et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxe, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur dans les conditions de l'article IV.3 ci-après.

Les prix de règlement, à l'exception du prix de la prestation 1 sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision définie à l'article IV.4 du présent CCAP.

Le titulaire certifie que les prix stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle dans des conditions similaires.

Lorsqu'il est fait référence à un barème, le titulaire s'engage à appliquer à l'administration les prix de ce dernier, pour la durée de l'accord-cadre, modifiés par les remises qu'il a consenties dans son offre et pour la durée de l'accord-cadre. Il s'engage à donner à l'administration, à la demande de cette dernière, toutes les informations lui permettant de vérifier ces conformités, notamment un extrait de son barème public.

Un changement tarifaire ne doit pas s'accompagner d'une diminution de la qualité du service offert par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

IV.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

IV.2.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires et unitaires, fixés à l'annexe II à l'acte d'engagement.

Les prestations à prix forfaitaire sont fournies par le titulaire sans limitation du nombre et de la durée des interventions et sans restriction quant à la qualité des intervenants.

IV.2.2 Contenu des prix

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;

- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

Ces prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

IV.3 CHARGES FISCALES

Les prix de base sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations.

A la date de notification de l'accord-cadre, le taux de TVA applicable aux prestations est de 20 % lorsque l'établissement est assujetti à la TVA.

IV.4 REVISION DU PRIX

IV.4.1 Établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de dépôt des offres.

IV.4.2 Modalités de révision des prix

Les prix initiaux des prestations s'appliquent pour la période courant de la date d'effet de l'accord-cadre jusqu'à la première date anniversaire de l'accord-cadre correspondant à la première révision des prix.

Au-delà de cette date, les prix initiaux sont annuellement révisables à la hausse ou à la baisse à chaque date-anniversaire de l'accord-cadre selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique et par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,20 + 0,80 * (A17 \text{ HZ} / A17 \text{ HZ}_0)]$$

Dans laquelle :

P	prix révisé ;
P ₀	prix initial ; ou prix révisé précédent
A17 HZ	Indice « des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage (référence INSEE : 010546090)

La valeur « 0 » de l'indice est celle de l'indice en vigueur au mois de la remise des offres.

La valeur au numérateur est celle de la valeur de l'indice disponible à la date de la révision. Les indices sont lus sur le site de l'INSEE. Les indices provisoires sont réputés définitifs.

1.1.1. **Règles d'arrondi**

1.1.1.1. **Coefficient de révision**

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

1.1.1.2. **Prix révisé**

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

1.1.2. **Modalités pratiques**

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire.

La révision des prix n'est pas automatique. Au plus tard un (1) mois avant la date d'effet de la révision des prix, le titulaire transmet à l'acheteur une demande de révision, faisant apparaître les indices et les modalités de calcul.

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisés pour son calcul sont validés par l'acheteur.

À défaut de demande de révision des prix par le titulaire, l'acheteur peut décider de réviser les prix dans les mêmes conditions. Dans le délai d'un (1) mois avant la date d'effet de la révision des prix, il notifie au titulaire les modalités de calcul ainsi que les nouveaux prix révisés.

ARTICLE V. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

V.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

V.1.1 Engagements et obligations du titulaire

V.1.1.1 Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'administration informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires du présent accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, au représentant du pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

V.1.1.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le ministère de l'intérieur, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

V.1.2 Engagements de l'administration

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité figurant à l'article XV du présent document.

V.2 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

V.2.1 Assurance

En vertu de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

V.2.2 Responsabilité contractuelle

Après mise en demeure restée infructueuse du service bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale au montant global TTC du bon de commande pour les prestations engageant cette responsabilité.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

V.2.3 Responsabilité de l'administration

Les dégâts et dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire de l'accord-cadre par l'administration, du fait de l'exécution des prestations, sont à la charge de celle-ci.

V.3 FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

V.4 SANCTION PÉCUNIAIRE POUR NON RESPECT DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe I au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- ❑ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel :

pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 0,5% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;

- ❑ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel :

pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées en annexe I au présent CCAP, adressée par tout moyen vérifiable de correspondance.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

ARTICLE VI. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

VI.1 ENVIRONNEMENT D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

VI.1.1 Communication entre les parties

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

L'administration peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

VI.1.2 Décompte des délais

Il est fait application au présent accord-cadre des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG-FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

VI.1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

VI.1.4 Cotraitance

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

VI.2 DÉLAIS ET SURSIS D'EXÉCUTION

VI.2.1 Délais d'exécution des prestations

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais maximums d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans le CCTP de l'accord-cadre.

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

VI.2.2 Prolongation des délais d'exécution des prestations

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par l'administration dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

VI.2.3 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé par l'administration dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

VI.3 CONDUITE DES PRESTATIONS

VI.3.1 Généralités

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

VI.3.2 Représentants des parties

VI.3.2.1 Représentant de l'administration

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, l'administration désigne un interlocuteur technique de l'administration (ITA) chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

L'ITA a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

VI.3.2.2 Représentant du titulaire

La bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre est confiée à la responsabilité du titulaire.

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire communique à l'administration le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de la personne physique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, qui pour le compte du titulaire est l'interlocuteur principal des services de l'administration.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom à l'administration, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

L'interlocuteur désigné par le titulaire, peut être remplacé par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'administration en cas de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'article XV du présent CCAP ;
- sur demande expresse de l'administration en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'administration.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'administration par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'administration ne le récuse pas dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception de la communication.

En cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par l'administration.

VI.3.3 Equipe de travail du titulaire

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire communique à l'administration, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

En cas de changement d'un intervenant à l'initiative du titulaire, la période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au projet est fixée à quinze (15) jours calendaires.

Si l'administration juge qu'un intervenant est insuffisamment formé à certaines techniques, elle adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception. Dans un délai d'un (1) mois calendaire, le titulaire est tenu de procéder à la mise à niveau précitée ou, à défaut, de proposer un nouvel intervenant présentant le profil demandé.

ARTICLE VII. MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

VII.1 MODALITÉS DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'administration.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- la désignation de la ou des prestations concernées ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le montant HT et TTC ;
- le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution et de livraison ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- toute autre information utile à la commande.

La notification des bons de commande donne lieu un envoi dématérialisé.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

VII.2 MODALITÉS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent dans les conditions et délais définis dans le CCTP et son annexe intitulée « découpage des prestations et des livrables ».

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article XIII du présent CCAP.

ARTICLE VIII. PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE, CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES

VIII.1 CLAUSE D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire respecte la réglementation applicable aux différents éléments propres à l'objet du marché mentionnés ci-dessus, y compris lorsque celle-ci vient à évoluer lors de l'exécution du marché. Il communique, sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires sur demande du bénéficiaire et les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer en cas d'évolution de la réglementation concernée.

VIII.1.1.1 Performance environnementale en matière de transports

Dans le cadre de transport de colis entre la France métropolitaine et les DROM-COM, ou à l'international, il est conseillé au titulaire de privilégier dans l'ordre : la voie ferroviaire puis routière au transport maritime et aérien.

Lorsque la situation le permet, le titulaire doit privilégier le transport de colis au moyen de modes de transport alternatifs aux véhicules thermiques quand c'est possible. Dès lors que le transport des outils de communication aura lieu par la voie routière et au moyen de véhicules motorisés, le titulaire doit encourager le recours à des véhicules à faibles émissions de gaz à effet de serre.

Le titulaire prend en compte les conditions particulières pour transport routier en outre-mer et notamment le recours aux véhicules électriques ou hybrides.

Pour des livraisons de colis sur de courtes distances en milieu urbain, il doit favoriser l'utilisation de vélos cargos, triporteurs ou tout autre mode de transport faiblement polluant ou émetteur de gaz à effet de serre.

Le titulaire prend en compte la réglementation en vigueur relative aux plans de protection de l'atmosphère.

Les véhicules mobilisés pour les prestations respectent dans la mesure du possible la norme Euro V et de préférence la norme Euro VI pour les véhicules poids lourds, afin de limiter la pollution atmosphérique du transport routier.

VIII.1.1.2 Une exigence prise en compte en Outre-mer et à l'international:

Le titulaire devra veiller à ce que les modes de transports ayant le moins d'impacts sur l'environnement soient utilisés dès lors où les délais ne sont pas contraints et le surcoût est faible. Il privilégiera notamment la voie maritime à la voie aérienne pour les longues distances.

VIII.1.1.3 L'Eco-conduite

Le futur titulaire est fortement invité à mettre en place auprès de ses salariés des formations à l'éco-conduite. L'éco-conduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES) ainsi que les dépenses tout en réduisant le risque de survenue d'accident.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant de la mise en œuvre d'une sensibilisation des agents à l'éco-conduite au sein de son entreprise.

VIII.1.1.4 La gestion des déchets/réemploi

Le titulaire est invité à communiquer au pouvoir adjudicateur toute initiative mise en place afin de promouvoir des actions d'économie circulaire au sein de son entreprise.

Il est fait référence ici à la gestion des déchets produits dans le cadre de l'activité de transports de colis et d'impression.

Pour rappel tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L541-2).

En cas de conditionnement réalisé par le titulaire il se doit de respecter l'article 7 de Loi n° 2020-105 (loi AGECE) du 10 février 2020, interdisant à partir du 1^{er} janvier 2022 tout envoi sous film plastique (blisters). D'après le décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025. L'objectif étant d'atteindre la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040.

Le titulaire devra donc proposer à défaut, s'il souhaite utiliser des matériaux plastique dans le conditionnement, une typologie d'emballage de film biosourcé ou répondant à la Norme NF EN 13432 de Novembre 2000 stipulant notamment une biodégradation à 90% en moins de 6 mois en conditions de compostage industriel.

Le titulaire devra prendre en compte le fait que certains outils de communications nécessitent certaines modifications parfois minimes. Dans la mesure possible, le titulaire devra proposer des solutions de réutilisation et de réemploi (ex : armature de kakemono).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le bordereau de suivi des déchets (BSD) au futur titulaire conformément au code de l'environnement, article R.541-45.

VIII.1.1.5 La labellisation/certification

Le titulaire est invité à communiquer tout document témoignant d'une labellisation et/ou certification environnementale telle que la labellisation ISO 14 001, de la certification Platinum d'ecovadis, ou, de l'Eco label NF Environnement ou équivalent.

Le titulaire doit également informer le pouvoir adjudicateur, par la transmission de documents certifiant, son appartenance à différentes chartes ou programme environnementaux (programme EVE, Objectif CO2, etc.).

Le titulaire est fortement invité à être doté d'une labellisation, ou d'équivalents, des labels FSC (Forest Stewardship Council) et PEFC (Program for Endorsement of Forest Certification Schemes) certifiant que les forêts sont gérées de façon durable, et exploitées de façon raisonnée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant l'obtention de ces labels.

VIII.1.1.6 Une exigence prise en compte dans le numérique

Le titulaire est invité à mettre en place une démarche numérique responsable. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant de la mise en œuvre d'un engagement dans la réduction de l'impact du numérique.

ARTICLE IX. VERIFICATIONS – DECISIONS DE L'ADMINISTRATION

Les opérations de vérification et les décisions de l'administration s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous et en tant que de besoin sont précisées dans le bon de commande. Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Elles ont pour but de constater que les prestations exécutées sont conformes aux obligations imposées au titulaire. Elles se déroulent en présence du titulaire sauf accord des parties.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'administration.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre à l'administration de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre conformément aux dispositions contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification, l'administration prend une décision :

- d'admission lorsque les prestations répondent aux stipulations de l'accord-cadre ;
- d'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'administration les prestations mises au point ;
- de réfaction lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent être reçues en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet des prestations lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation du délai contractuel d'exécution. Conformément à l'article XIII du présent CCAP, l'ajournement ou le rejet prononcé par l'administration constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées au présent accord-cadre.

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG/FCS, les opérations de vérification et la décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, prononcée par le pouvoir adjudicateur, interviennent dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de livraison. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

ARTICLE X. PENALITES

X.1 GÉNÉRALITÉS

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article XIII.2 du présent CCAP.

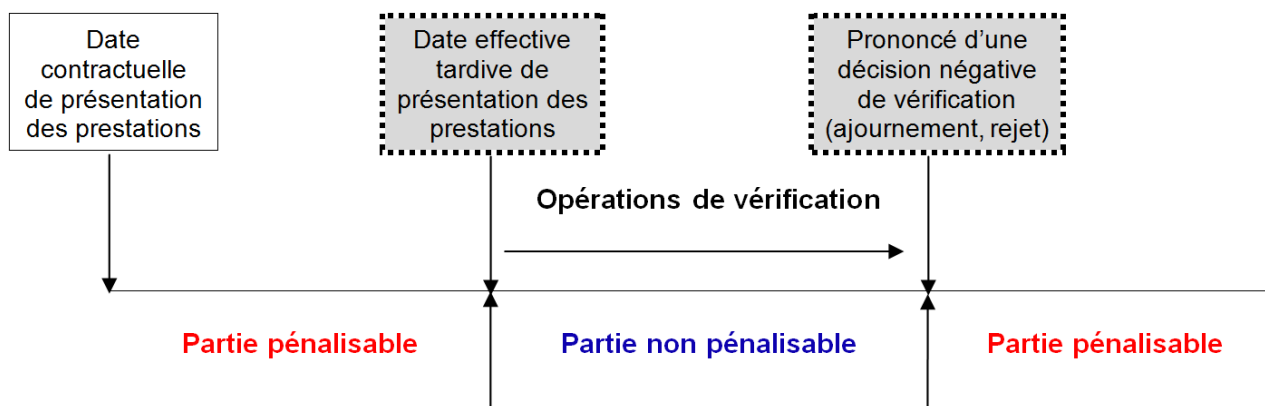
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'administration à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article XII du présent CCAP.

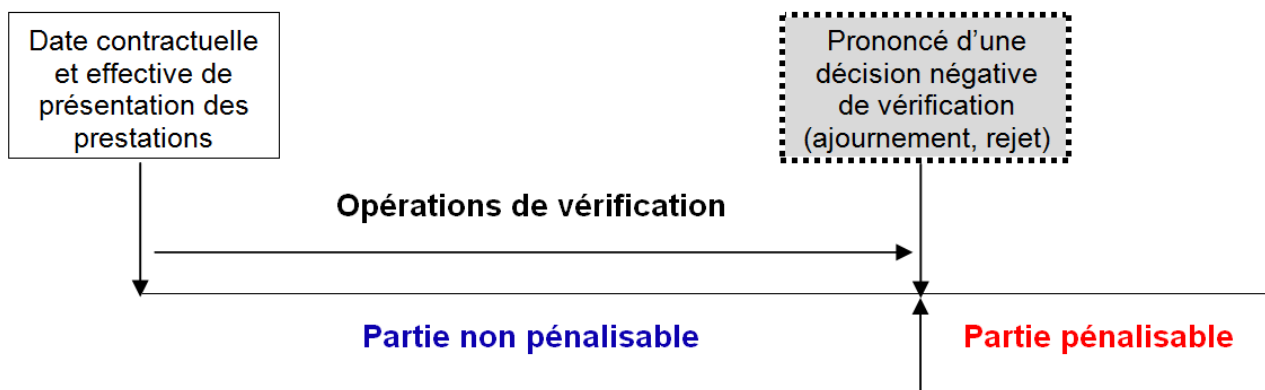
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

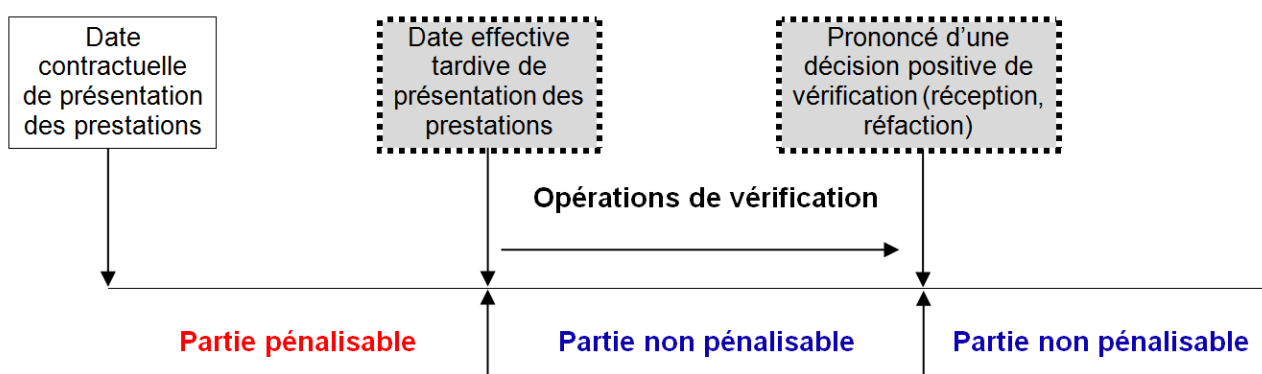


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- en cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis ci-après sont également cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

X.2 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR RETARD DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 50$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur de la sous-prestation (euros HT) ;

R = nombre de jours ou d'heures de retard.

X.3 PÉNALITÉS ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES

X.3.1 Pénalités et résiliation

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre tel que défini à l'article III du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

X.3.2 Pénalités et terme de l'accord-cadre

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

X.4 PÉNALITÉS ET INDEMNITES

L'administration ne peut prétendre au versement de dommages et intérêts pour un préjudice généré par un fait fautif du titulaire sanctionné par les pénalités stipulées dans le présent accord-cadre.

Toutefois, dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent accord-cadre et/ou perturbe fortement les activités et missions du ministère de l'intérieur, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

X.5 MONTANTS DES PÉNALITÉS

X.5.1 Absence de montant plancher

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu des formules mentionnées à l'article X.2 ci-avant, et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

X.5.2 Montant plafond

Les pénalités précitées sont cumulables.

Les pénalités sont plafonnées à 50 % du montant HT du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

ARTICLE XI. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

XI.1 AVANCE

XI.1.1 Versement de l'avance

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-10 et R. 2191-15 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. L'avance est versée au titulaire en une seule fois pour chaque bon de commande.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois, à cinq (5) % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à douze (12) mois, à cinq (5) % de douze (12) fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Conformément à l'article R. 2191-8 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne peut recevoir cette avance qu'après avoir constitué une garantie à première demande.

XI.1.2 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

XI.2 ACOMPTES

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

XI.3 PAIEMENTS

Les prestations sont réglées par application des prix figurant à l'annexe II à l'acte d'engagement.

Pour le règlement des prestations du présent accord-cadre, le titulaire établit une facture :

Description des prestations		régime de paiement
Prestation 1	L'enlèvement et l'intégration des stocks des outils de communication	1 fois pour toute la durée du marché
Prestation 2	Le stockage de matériels et documents de communication et d'organisation d'évènements	Mensuel
Prestation 3	Mise à disposition d'un catalogue électronique des outils de communication et d'une plateforme de commande	1 fois pour toute la durée du marché/annuel
Prestation 4	Réalisation d'opérations de promotion des outils de communication	Mensuel
Prestation 5	Le traitement, conditionnement, préparation et routage des commandes	Mensuel
Prestation 6	La mise à disposition d'outil de pilotage contribuant à la stratégie d'édition et de diffusion des outils de communication	Mensuel/Annuel

L'administration accepte ou rectifie selon les opérations de vérifications (cf article XII du présent CCAP), la facture émise par le titulaire. Elle la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par l'administration. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

XI.4 FACTURATION

XI.4.1 Contenu des factures

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures précisent impérativement :

- la date de facture ;
- le numéro d'identifiant unique de la facture ;
- la raison sociale et l'adresse respectives de l'administration et du titulaire ;
- le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN respectif de l'administration et du titulaire ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le montant TTC et le montant HT ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- les références de l'accord-cadre (n° CHORUS sur dix chiffres) ;
- le numéro de commande (numéro d' « engagement juridique ») ;
- le code du service exécutant ;
- l'adresse de facturation ;
- le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée ;
- toute autre information utile au paiement.

XI.4.2 Modalités d'envoi des factures

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme

par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;

- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques¹ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

XI.4.3 Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

M. le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de l'intérieur
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

Les présentes dispositions relatives au comptable assignataire peuvent être modifiées par simple décision administrative.

XI.4.4 Ordonnateur secondaire

L'ordonnateur secondaire est le suivant :

Centre des prestations financières
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

Les présentes dispositions peuvent être modifiées par simple décision administrative.

XI.5 DÉLAI DE PAIEMENT

XI.5.1 Règles applicables

Les modalités de paiement des sommes dues en application du présent accord-cadre sont celles définies aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

¹ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

En application des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou de la date d'exécution des prestations si ces dernières sont postérieures à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-14 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de l'administration. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi.

La date d'exécution des prestations, telle que visée ci-avant, correspond à la date à laquelle l'administration certifie que ces prestations ont été exécutées conformément aux stipulations formulées dans les documents particuliers du présent accord-cadre.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique. Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire, ainsi que leurs conditions de versement sont conformes aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Il est précisé que les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

XI.5.2 Information - réclamation

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à l'adresse du service centralisateur de factures. Cette lettre précise au moins :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence de la commande ;
- le montant total TTC de la commande ;
- le montant total TTC de la facture en cause.

XI.6 MONNAIE

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

ARTICLE XII. DISPOSITIONS DIVERSES

XII.1 CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

XII.2 DIFFERENDS ET LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées au chapitre VII du titre IX du livre 1er de la deuxième partie de la partie législative et de la partie réglementaire du code de la commande publique.

XII.3 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

XII.4 RÉVERSIBILITE EN FIN D'ACCORD-CADRE

En fin d'accord-cadre, le titulaire doit coopérer avec l'administration ou avec tout tiers désigné par celui-ci afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément pour l'utilisateur, conformément aux dispositions de l'article III du CCTP de l'accord-cadre.

Cette clause peut être mise en place soit dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre soit dans le cas de la fin normale de l'accord-cadre.

Le titulaire doit remettre sous quinze (15) jours calendaires suivant la mise en vigueur de la présente clause le plan de réversibilité.

Ce plan, d'une durée normale d'un mois, devra prévoir la défaillance du ou des nouveaux fournisseurs. Le cas échéant, le titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la continuité des prestations.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre fournisseur et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau fournisseur.

Des réunions permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité sont organisées, réunions auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, faire se prolonger le présent accord-cadre au-delà de sa durée de validité indiquée à l'article III.1 ci-avant et ce dans le respect des dispositions à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

ARTICLE XIII. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
III.4- Indemnisation	42
VI.1.4- Cotraitance	3.5.4
VII.1- Modalités de commande des prestations	3.7.2
IX -Vérification – Décision de l'administration	28 et 29
X.2- Modalités de calcul des pénalités	14.1
X.6.1 – Absence de montant plancher	14.1.3